

Burundi : Pierre Nkurunziza, vie et mort du "guide suprême du patriotisme"

France Info, 10/05/2020 L'ultime mandat du président la tête du pays aura été marqué par une sanglante répression. Pierre Nkurunziza, le président sortant du Burundi, est mort "suite à un arrêt cardiaque" le 8 juin 2020 à l'hôpital du Cinquantenaire à Karusi, dans le centre-est du pays, a indiqué un communiqué publié au lendemain de son décès sur le compte officiel du gouvernement burundais.

Diriger le Burundi, une affaire de vocation Pierre Nkurunziza, qui a finalement renoncé à la présidence pour endosser en février 2020 celui de "Guide suprême du patriotisme", a été façonné par le maquis qu'il a rejoint en 1995 pour combattre le pouvoir de Bujumbura dominé, à l'époque, par la minorité tutsie. L'ancien chef rebelle devient orphelin de 8 ans. Son père, issu de l'ethnie majoritaire hutue, est un ancien parlementaire. Il a été assassiné lors des violences qui ont décimé l'élite hutue du pays en 1972. A l'instar de nombreux dignitaires hutus, sa jeunesse a été marquée par des massacres interethniques. "J'ai été poussé dans la rébellion par les massacres interethniques qui se sont déroulés à l'université de Bujumbura en 1995", expliquait Pierre Nkurunziza. "Ce jour-là, des étudiants tutsis se sont lancés à ma poursuite. Je me suis enfui dans les collines. Mon frère qui me ressemblait énormément a été tué à mort", raconte celui qui deviendra plus tard l'homme fort du Burundi. Il a failli de nouveau perdre la vie en novembre 1995, alors qu'il était dans le maquis. Grièvement blessé à la jambe par un éclat d'obus, il a survécu miraculeusement quatre mois dans les marécages. Ses compagnons l'avaient laissé pour mort. C'est là que "Dieu lui serait apparu", annonce, selon son porte-parole, "qu'il dirigerait un jour le Burundi". Grand amateur de football, l'ancien professeur de sport a toujours estimé qu'il était devenu président de la République "par la volonté divine". Élu au nom de la paix retrouvée. Ce qui s'apparente à une vocation se concrétise en août 2005 quand l'ancien chef rebelle accède à la magistrature suprême. Il est élu par un parlement issu de l'accord d'Arusha qui consacre le partage du pouvoir entre Hutus et Tutsis, les frères ennemis burundais.

À
Durant son premier mandat, la paix est de retour au Burundi. Le dernier mouvement rebelle encore actif, le Front national de libération, dépose les armes et intègre les nouvelles institutions. Les anciennes forces belligères fusionnent. La confiance est de retour, la liberté d'expression est garantie. Pendant ses premières années au pouvoir Pierre Nkurunziza gouverne sous le contrôle de ses anciens frères d'armes. Mais il saura très vite débarrasser pour véritablement les commandes du pays.

Élu au suffrage universel en 2010, l'ancien maquisard, devenu pasteur évangélique comme sa compagne, parcourt le pays avec son équipe de football, Halleluia FC, et sa chorale religieuse, jouant avec des équipes locales et organisant des prières partout où il passe. Un contact permanent avec le pays profond qui lui vaut une réelle popularité dans les campagnes.

À
Celui qui se pose en "père de la Nation" est qualifié de "populiste" par ses adversaires. "Ce président passe son temps à construire des écoles, à pâtrer le ciment ou la boue, à jouer au football ou à prier. Il n'a pas le temps de s'occuper des dossiers", ironisait alors l'opposant Léonce Ngendakumana, président du parti Frodebu. Pour ses nombreux partisans cela n'a pas empêché Pierre Nkurunziza de réaliser une œuvre "titanesque" durant ses premiers mandats. Ils citent notamment la construction de nombreuses écoles qui dispensent un enseignement gratuit et les soins de santé gratuits pour les moins de cinq ans. 2015, la fin de l'état de grâce. Mais la lune de miel entre Pierre Nkurunziza et les Burundais s'achève en 2015. Après dix années à la tête du pays, il souhaite briguer un troisième mandat qui violerait la Constitution, mais aussi les accords d'Arusha de 2000 qui ont permis de sortir d'une guerre civile (1993-2006). Le rôle de l'ex-chef rebelle hutu est accusé de saper les fondements de ces accords qui organisent un savant équilibre de partage du pouvoir entre les Hutus, ethnie majoritaire à 85%, et les Tutsis, l'ethnie minoritaire qui représente 14% de la population. Pourtant, le 25 avril 2015, le parti au pouvoir (CNDD-FDD) l'investit pour la présidentielle. Pour faire face aux vives protestations de la société civile et de l'opposition, le pouvoir choisira la répression. Le 13 mai, quelques jours après son départ officiel de la candidature de Pierre Nkurunziza, le général Godefroid Niyombare, un proche, profite de son déplacement en Tanzanie pour le destituer. Le militaire justifie le coup d'État en déclarant une attitude "incendiaire" de nature à "saper l'unité nationale". Le putsch est un échec et Pierre Nkurunziza est largement réélu en juillet 2015. C'est désormais d'une main de fer qu'il compte diriger le Burundi. Son ultime mandat présidentiel sera ainsi marqué par une répression sans précédent faisant craindre un nouveau génocide. Au moins 1 à 200 personnes ont perdu la vie et quelque 400 000 Burundais ont fui leur pays entre avril 2015 et 2017. Pierre Nkurunziza se montre "impitoyable" comme le qualifiait un ancien proche. L'arrestation le 12 mars 2019 de trois adolescentes, poursuivies pour "outrage au chef de l'État" pour avoir gribouillé sur la photo du président Nkurunziza dans leurs livres d'école, atteste de la derive autoritaire du régime et renforce le scepticisme des Burundais quant à l'annonce faite quelques mois plus tôt. Deux ans avant la fin de son mandat et alors qu'il s'est assuré qu'une nouvelle Constitution lui permettrait de rester à la tête du pays jusqu'en 2034, il avait indiqué qu'il ne briguerait pas de quatrième mandat. Les Burundais sont restés sur le qui-vive jusqu'à la dernière présidentielle que l'opposition a cependant qualifiée de "mascarade électorale". L'ombre du Covid-19 Pierre Nkurunziza, 55 ans, n'aura pas eu le temps de transmettre officiellement le pouvoir au successeur qu'il s'était en partie choisi, le général Evariste Ndayishimiye. Son élection en mai a été validée par la Cour constitutionnelle en dépit des recours déposés par l'opposition. L'investiture est prévue pour le 20 août 2020. La disparition du président sortant intervient alors que son épouse, Denise Bucumi, a été évacuée au Kenya voisin pour y recevoir des soins. Elle serait atteinte du Covid-19, une information démentie par les autorités burundaises. Ces dernières avaient déclaré fin mars que le pays, qui n'avait alors enregistré aucun cas, jouissait d'une protection divine. La gestion de la pandémie par les autorités burundaises est critiquée, y compris à

l'intérieur du pays. À la veille des élections générales de mai 2020, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait été expulsé. "Toutes ces pandémies sont transmises à travers l'air, mais Dieu a purifié l'air de Burundi", avait de nouveau affirmé, selon l'AFP, Pierre Nkurunziza fin mai, au lancement de trois jours de prières destinées à remercier Dieu pour avoir épargné le Burundi. Après quinze ans de régence, le "guide suprême du patriotisme" laisse un Etat pauvre et aujourd'hui isolé sur la scène internationale.

À

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```